

La Cause du Communisme

N°1
1980



LA THÉORIE DES FORCES PRODUCTIVES À LA BASE DU RÉVISIONNISME MODERNE

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



Sommaire

L'essence de la théorie des forces productives

1. Edifier le socialisme se réduit-il à augmenter la production ?

a) le caractère irréversible du socialisme

b) Extinction de la lutte des classes

2. La restauration du capitalisme au nom de la production

a) Les ouvriers travaillent, les experts dirigent

b) Faire du profit, un critère socialiste ?

c) Production marchande et nouvelle bourgeoisie

3. Les bases économiques de la marche au communisme

a) La transformation des échanges marchands

b) Saper les bases de la restauration du pouvoir bourgeois

b) Premières conclusions

La dictature du prolétariat a pour tâche historique de réaliser la transition entre le capitalisme, forme la plus achevée de la société de classes, et le communisme, société sans classe. Elle doit s'attaquer, dans toutes les sphères de l'activité sociale, à ce qui constitue le fondement même de l'existence des classes, la division sociale du travail. En d'autres termes, elle doit résoudre la contradiction entre travail privé et travail social, afin d'éliminer la séparation du producteur d'avec la production sociale, sur laquelle se fonde l'activité humaine.

Cette marche vers l'abolition des classes ne se réalise qu'au travers d'une intense lutte de classes. Société de transition, le socialisme voit s'affronter sans cesse les lignes, les voies, qui, à travers mille prétextes, veulent laisser intacts les ressorts fondamentaux de la division sociale du travail, et ainsi reconstituer tôt ou tard, sur cette base, de nouvelles couches exploiteuses. Si ces dernières triomphent, le pouvoir prolétarien sera inexorablement balayé; et la marche au communisme se retournera en son contraire: la restauration du capitalisme, la reconstitution d'un système achevé d'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans un état de dictature du prolétariat, ce processus de restauration du capitalisme est toujours mené au nom du socialisme et de son renforcement, au nom du prolétariat et du renforcement de sa dictature, de l'élévation de son bien-être matériel et moral. Il est toujours mené au nom du marxisme, au prix d'une dénaturation profonde de la théorie révolutionnaire du prolétariat.

Le révisionnisme s'appuie sur ce caractère transitoire et contradictoire du socialisme pour consolider et régénérer ce qu'il reste du capitalisme, et ainsi baptiser construction du socialisme ce qui n'est que renforcement des rapports d'exploitation. Le révisionnisme s'appuie sur la nécessité de développer la production sociale, pour perpétuer et renforcer les conditions capitalistes de la production sociale : la division du travail, la séparation complète du producteur du produit de son travail.

Dans les articles publiés dans "Pour le Parti" à propos de la restauration du capitalisme en Chine sous la direction des révisionnistes Hua - Deng, nous avons déjà affirmé que la direction révisionniste chinoise habillait "théoriquement" sa politique bourgeoise, en cherchant, grâce à la théorie des "forces productives" à la faire passer pour marxiste-léniniste. Ces habits ne sont pas précisément neufs, et ont constitué, depuis Marx et la Première internationale, la défroque des contre-révolutionnaires. Il est donc essentiel d'approfondir cette question, dont cet article constitue un premier élément d'étude.

En effet, l'enjeu est de taille. Analyser et critiquer la théorie des "forces productives" n'est pas seulement nécessaire pour tirer les enseignements des succès et des échecs qu'ont connus les premières expériences historiques de construction du socialisme. Il l'est aussi pour mieux comprendre, et mieux combattre, le révisionnisme tel qu'il s'oppose aujourd'hui, en France même, à la révolution prolétarienne. Car la théorie des forces productives est aussi à la base de la ligne réformiste du P.C.F. (et autres courants réformistes comme le trotskisme et l'anarcho-syndicalisme). Des articles ultérieurs sur cette question approfondiront donc la critique du révisionnisme et du réformisme sous les formes particulières qu'ils prennent dans la France impérialiste d'aujourd'hui.

Ce premier article examine la théorie des forces productives sous l'angle de la contradiction entre forces productives et rapports de production, en en restant donc volontairement à la seule base économique. Un prochain article poursuivra l'analyse dans la contradiction base économique/superstructure. Puis sous d'autres aspects encore. Ce travail ne prétend pas

bien sûr répondre à lui tout seul à toutes les questions posées par l'échec de la révolution socialiste en U.R.S.S. et en Chine. Mais il en constitue le point de départ, ne serait-ce que pour éliminer les conceptions erronées dans les bases théoriques mêmes du programme socialiste. Travail nécessaire, comme en témoignent par exemple les concessions à la théorie des forces productives qu'a critiquées notre Comité Central dans notre brochure : "La dictature du prolétariat, seule transition au communisme". Si l'on veut que les enseignements, de l'histoire soient autre chose que l'octroi de bonnes ou de mauvaises notes, ou le référence idolâtre à telle ou telle période, à tel ou tel individu, c'est le marxisme-léninisme lui-même qu'il faut faire surgir et enrichir. L'objectif fixé à notre travail est bien de contribuer à enrichir le programme révolutionnaire du prolétariat mondial, non de masquer notre inexistence politique en exhumant les valeurs sûres du passé. Nous y arriverons en exposant nos positions le plus clairement possible, en montrant les divergences et leurs conséquences dans la lutte des classes, en élevant le niveau de toute notre organisation, et la lutte en son sein pour l'édification du programme ; en nous appuyant sur les autres organisations marxistes-léninistes dans le monde.

Partie I. L'essence de la théorie des forces productives

La théorie des forces productives prend évidemment chez les révisionnistes des formes diverses. Mais par delà ces particularités, son essence est l'économisme, la réduction du mouvement historique au développement de la production matérielle et des forces productives oppose le développement de la production matérielle à la lutte des classes, à la révolution politiques. Elle introduit un lien mécanique de causalité entre forces productives sociales et rapports de production, à la place du rapport dialectique qui les régit. Au fond, elle développe l'idée que le moteur de l'histoire, c'est le développement de la production, qui conduit de lui-même au socialisme, sans révolution politique (voir annexe n°1). La théorie des forces productives se manifeste ainsi, chez certains, par l'idée d'un déterminisme absolu entre niveau de développement des forces productives et tâches révolutionnaires. C'était par exemple la théorie des mencheviks en Russie, contre qui lutta Lénine, selon laquelle la révolution russe devait d'abord, dans son étape démocratique, être dirigée par la bourgeoisie et déboucher nécessairement sur le développement du capitalisme. Le socialisme n'aurait alors pu s'établir que lorsque le capitalisme aurait épuisé ses capacités de développement des forces productives. Trotsky reprenait le même raisonnement quand il affirmait que la poursuite de la révolution était impossible dans la seule URSS parce que l'économie y était trop arriérée. Pour d'autres, elle se manifeste dans l'affirmation que les tâches d'édification socialistes consistent essentiellement à développer la production, par n'importe quels moyens. Le socialisme, pour eux, ne tire alors sa supériorité que par sa capacité à développer plus vite la production que le capitalisme, à rattraper les pays capitalistes les plus avancés et à les dépasser. Le plus bel exemple en est donné par le "socialisme du goulash" de Kroutchev qui réduisait la contradiction pays socialistes - pays capitalistes à une compétition pacifique dans la production des biens de consommation

Dans tous les cas, le rôle historique du prolétariat est réduit à sa contribution au développement de la production dont dépend entièrement la transformation de la société. La révolutionnarisation des rapports sociaux, la marche vers le communisme ne dépendent pas de la lutte idéologique et politique menée, mais sont réduites à une série de réformes obtenues spontanément au fur et à mesure du développement des forces productives. C'est toujours la formule-clé de l'opportunisme : "Le mouvement est tout, le but final n'est rien". Est c'est bien le fond de la position du P.C.F, pour qui la nationalisation des monopoles

permettra de libérer les forces productives sociales, gâchées aujourd'hui par les « casseurs » de l'économie nationale. A cela se résume son programme « socialiste » car ainsi seront assurées selon lui, meilleure croissance, meilleure répartition des revenus, sans toucher le moins du monde aux rapports sociaux existants. Nos adeptes de la théorie des forces productives prétendent bien sûr s'appuyer sur le marxisme. Celui-ci soutient effectivement que, dans le développement historique, les forces productives déterminent en général les rapports de production. De même il soutient que c'est la base économique, forces productives et rapports de production, qui déterminent en dernière instance les formes politiques, idéologique, juridiques (la superstructure). Mais il dénaturent le marxisme, son caractère essentiel de matérialisme dialectique, quand ils passent sous silence que les rapports de production exercent une action en retour sur les forces productives, entravent ou stimulent leur développement, ne sont pas passifs, inertes, et que ce rôle de stimulant passe par leur révolutionnarisation permanente. Ils dénaturent le marxisme, quand ils transforment le rôle déterminant de la base économique, c'est-à-dire du rapport dialectique forces productives/rapports de production, en rôle déterminant de la production. Ils dénaturent le marxisme quand ils "oublient" que la force de travail humaine joue le rôle principal, décisif parmi les forces productives (force de travail, moyen de travail, objet du travail) et que la force de travail productive n'est pas strictement indépendante des conditions idéologiques et politiques dans lesquelles elle s'exerce. Ils dénaturent le marxisme quand ils nient, ou minimisent à l'extrême, que les formes politiques, idéologiques, juridiques agissent sur la base économique, et que la révolution doit être menée sous le socialisme, jusque dans la superstructure. Bref, ils isolent la lutte de l'homme contre la nature de la lutte de classe, et ainsi réduisent la lutte de l'homme contre la nature au développement de la production, en lui ôtant tout caractère de classe, en ramenant l'abolition des classes au développement de la technique.

Tous ces points doivent être précisés. Dès à présent, les récentes mesures prises par les révisionnistes chinois permettent d'en développer bien des aspects.

1) Edifier le socialisme se réduit-il à augmenter la production ?

« Premièrement en se substituant au capitalisme, le socialisme vise justement à libérer les forces productives et à accroître sans cesse la productivité pour satisfaire les besoins matériels et culturels du peuple. C'est là l'objectif fondamental de la révolution socialiste. Après avoir pris le pouvoir à l'échelle nationale, et surtout après avoir instauré le régime socialiste, le prolétariat doit axer avec fermeté son travail sur l'édification économique, développer vigoureusement les forces productives de la société et améliorer progressivement les conditions de vie du peuple. »¹

Ainsi, une fois le pouvoir prolétarien établi, et le régime socialiste instauré, voilà l'objectif fixé au prolétariat, tel que l'exprime un haut dirigeant révisionniste chinois : prendre l'édification économique comme axe. Il n'est pas étonnant qu'une telle position soit chaudement approuvée par les révisionnistes français (voir document n° 2). Pour les marxistes, "l'objectif

(1) Discours de Yé Jiānging, membre du Bureau Politique du P.C.C., du 29.9.79 (Beijing Information n° 40).

fondamental" de la dictature du prolétariat, faut-il le rappeler, c'est l'abolition des classes, de l'Etat, des nations, bref le communisme. Pour ces révisionnistes, c'est libérer les forces productives. Le primat ainsi accordé à l'édification économique, à l'augmentation de la productivité, s'exprime dans l'objectif aujourd'hui assigné au prolétariat chinois : les quatre modernisations (développer l'agriculture et l'industrie, rattraper l'économie des pays avancés du monde, et renforcer la défense nationale). L'abolition des classes sera alors le fruit spontané de la satisfaction des "besoins matériels et culturels du peuple", la ligne développée pendant la révolution culturelle "prendre la lutte de classe comme axe", les révisionnistes chinois opposent aujourd'hui le primat des forces productives. Aux "quatre", accusés d'avoir "saboté le développement de l'économie" en entretenant une "mobilisation politique permanente", la direction chinoise oppose le développement de la production, la révolution politique étant achevée avec la prise du pouvoir et l'instauration du régime socialiste. Pour prendre la mesure du caractère profondément bourgeois de cette orientation, examinons rapidement deux points essentiels.

a) le caractère irréversible du socialisme

A lire ces déclarations, la question de savoir qui l'emportera, en Chine, du socialisme ou du capitalisme est résolue définitivement. L'Etat y est une fois pour toute celui de la dictature du prolétariat. La prise du pouvoir réalisée dans la superstructure, le régime socialiste instauré, il n'y a plus alors qu'à développer l'économie, baptisée "socialiste". Plus question qu'il puisse se reformer une nouvelle bourgeoisie. En effet, le pouvoir politique étant aux mains du prolétariat, les moyens de production étant collectivisés, "il n'y a plus d'exploiteurs". La contradiction bourgeoisie/prolétariat à l'intérieur du pays n'existe plus, ou du moins n'a plus un caractère antagonique. Comme l'affirmait déjà Liu Shao Shi, la contradiction principale est "entre le système socialiste avancé et les forces productives arriérées de la société". Dès lors, le problème essentiel à résoudre est celui de l'état arriéré des forces productives : il faut les développer pour les faire "coller" au système socialiste et avancer ainsi pacifiquement vers le communisme.

"Hier, il fallait essentiellement nationaliser, confisquer, battre et achever la "bourgeoisie et briser le sabotage avec le maximum de résolution. Aujourd'hui, il "n'est que des aveugles pour ne pas voir que nous avons nationalisé, confisqué et "démoli plus que nous n'avons réussi à compter. Or, la socialisation diffère de la "simple confiscation précisément en ceci qu'on peut confisquer avec la seule "résolution" sans être compétent en matière de recensement et de répartition rationnelle "de ce qui a été confisqué, tandis qu'on ne peut socialiser d défaut de cette compétence. " Lénine, "Sur l'infantilisme de gauche" (tome 27)

En fait, la collectivisation des moyens de production que réalise la dictature du prolétariat ne constitue nullement la garantie d'une expropriation définitive des exploiters. Ni la propriété collective, ni la propriété de l'Etat ne signifient l'impossibilité d'une appropriation privée de la production et des moyens de production. Si la nationalisation, l'étatisation des principaux moyens de production et d'échange constituent une mesure indispensable pour pouvoir édifier le socialisme, elles ne constituent qu'un premier pas vers la prise de possession sociale des forces productives, la disparition de l'Etat et des catégories marchandes, c'est-à-dire la fin de toute indépendance entre production individuelle (ou privée) et production sociale. Et l'exemple de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui montre bien que des moyens de production nationalisés

n'empêche nullement l'existence d'un capitalisme d'Etat. Sans posséder le moindre titre de propriété, la nouvelle bourgeoisie russe a établi son pouvoir à l'intérieur même des formes socialistes, et exploite collectivement la classe ouvrière soviétique et les peuples dominés, par l'intermédiaire de la propriété d'Etat. Tant qu'existent l'Etat, et la propriété d'Etat, une nouvelle classe bourgeoise née du sein même de la société socialiste, peut très bien s'en emparer et transformer l'instrument de la dictature du prolétariat en instrument de sa dictature sur le prolétariat.

Contrairement aux affirmations des révisionnistes chinois, il n'y a donc pas instauration définitive du "régime socialiste". Au contraire, phase de transition, le socialisme ne peut que se renforcer ou alors dépérir et dégénérer. Et se renforcer ne se réduit nullement à "édifier l'économie". Pour ces nouveaux bourgeois, la marche au communisme, "à chacun selon ses besoins" n'est plus qu'un problème de production et de répartition de la richesse. Nous verrons plus loin que derrière ces phrases, c'est la réalité de l'exploitation qui se dissimule.

"La contradiction entre rapports de production et forces productives dans la société socialiste se manifeste essentiellement dans la question de la répartition." Liu Shao Shi

"Engels disait que c'est en transformant toutes les relations traditionnelles par l'industrie en expansion constante que se transformaient les esprits. Ici Engels parlait "de l'un des résultats du développement de l'industrie capitaliste. Si cela était vrai "de l'industrie capitaliste, il est encore plus évident que dans une société socialiste, "le développement de l'industrie... transformera les rapports des petites collectivités"et les esprits des paysans." (B.I., n° 4, janvier 78)

Oui, le développement de l'industrie transforme les paysans en prolétaires ou en chômeurs. Quant à savoir si ces prolétaires ont le pouvoir, travaillent pour édifier le socialisme ou pour des bourgeois, c'est une autre histoire. De même la transformation des esprits exige la lutte politique, la conscience : cela n'a rien d'automatique.

Engels disait en réalité :

"D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi, n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette "proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il "la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde." (Engels. Lettre à J. Bloch)

b) Extinction de la lutte des classes

Pour les révisionnistes chinois le système socialiste ne serait donc plus une période transitoire où s'affronte le capitalisme agonisant et le communisme naissant, selon la formule de Lénine. Mais une société qui verrait le pouvoir du prolétariat entièrement assuré dans le domaine politique (là le "socialisme" est réalisé, plus de lutte de classes), tandis que resterait à poursuivre la "lutte pour la production" dans le domaine économique. Selon la formule des révisionnistes : "La révolution est la lutte d'une classe contre une autre et vise à changer les relations sociales entre les hommes ; la production est la lutte de l'homme contre la nature. Les lois gouvernant la production sont différentes des lois gouvernant la lutte des classes."

"Dans la production les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les "uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et "en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relation et en "rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces "relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production. " (Marx - Travail salarié et capital)

Révision complète du marxisme que cette formule qui transforme un rapport dialectique en un rapport d'indépendance, en séparant les relations des hommes avec la nature (la production) de celles qu'ils nouent entre eux, dans et pour cette activité sociale ! Du coup, la révolution, qui n'est affaire que de relations sociales, appartient au passé, puisque celles-ci sont devenues socialistes. Ne reste alors plus que la lutte pour la production, qui n'a rien à voir avec la lutte de classes, rien à voir avec la révolution. Il ne reste plus que des "lois qui gouvernent la production", des lois économiques objectives.

Les forces productives sont donc le résultat de l'énergie humaine en action, mais cette énergie elle-même est conditionnée par les rapports dans lesquels les hommes se trouvent, par les forces productives déjà acquises, par la forme sociale préexistante qu'ils ne créent pas qui est le produit de la génération antérieure.

"Ainsi M. Proudhon, principalement par défaut de connaissances historiques, n'a pas vu "que les hommes, en développant leurs facultés productives, c'est-à-dire en vivant, développent certains rapports entre eux, et que le mode de ces rapports change nécessairement avec la modification et l'accroissement de ces facultés productives. Il n'a pas "vu, que les catégories économiques ne sont que des abstractions de ces rapports réels, "qu'elles ne sont des vérités, que pour autant que ces rapports subsistent. Ainsi il "tombe dans l'erreur des économistes bourgeois qui voient dans ces catégories économiques "des lois éternelles et non des lois historiques, qui ne sont des lois que pour un certain "développement historique, pour un développement déterminé des forces productives." Marx - (Lettre à Pavel ANNENKOV)

Le marxisme au contraire s'est édifié comme économie politique contre les conceptions bourgeoises (et notamment réformistes) qui attribuaient aux catégories économiques une valeur éternelle. Toute loi économique, expression scientifique des activités de production et d'échange, est relative à un mode de production déterminé, c'est-à-dire à un état historique de développement de la contradiction forces productives/rapports de production. Autant dire qu'elle est loin d'être indépendante de la lutte de classes. En particulier, le socialisme ne peut s'édifier, avancer vers le communisme, qu'en éliminant progressivement les catégories marchandes héritées du capitalisme. Certes, il n'est pas question de les supprimer par la seule volonté politique. On ne "décrète" pas la suppression de la loi de la valeur, du caractère de marchandise². On n'impose pas la suppression de la monnaie quand les échanges ont encore un caractère marchand etc. Nous y reviendrons. Mais la question n'est pas là. La question essentielle dans l'édification du socialisme est, contrairement à ce qu'affirment les révisionnistes, dans l'établissement de justes rapports entre l'économie et la politique. L'économie sous le socialisme, comme sous le capitalisme d'ailleurs, est au coeur de la lutte

2 L'erreur de "gauche", idéaliste, consiste à ne pas tenir suffisamment compte de ces limites, à vouloir transformer plus vite les rapports de production que ne le permettent le développement des forces productives et le niveau idéologique atteint en conséquence par les masses. Mao a critiqué l'existence de ce genre d'erreurs dans le Grand Bond en Avant, elles ont sans doute aussi existé pendant la Révolution Culturelle.

de classe. Les révisionnistes concentrent leurs trahisons dans les formules comme : "La politique doit être au service de l'économie", "doit être en conformité avec les lois des opérations économiques." Au fond, pour eux, le socialisme réalise la fusion du politique dans l'économie, et son édification se réduit à diriger selon les "lois économiques objectives". Alors qu'au contraire les communistes, à l'instar de Lénine, affirment "la politique est l'expression concentrée de l'économie" et "ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie."³

Affirmer ainsi le primat de la politique sur l'économie, c'est fixer d'autres tâches à la Dictature du Proletariat : celles de mener la lutte de classe contre la bourgeoisie dans tous les domaines, y compris dans l'économie (pour qui, comment, quoi produire). Cela n'est pas, bien évidemment, nier que l'Etat est au service de la production. Cela est vrai en général, quelle que soit la classe au pouvoir. C'est affirmer que le caractère prolétarien de l'Etat, de la politique dirigeante, dépendent du but fixé à la production sociale : aller vers un mode de production nouveau, communiste. Et dépend donc des rapports sociaux qui s'établissent entre les hommes dans le processus de production : se transforment-ils vers la suppression de la division du travail, ou la maintiennent-ils, voire la renforcent-ils, renforçant ainsi les bases matérielles des classes ? Ce que Lénine résume ainsi contre Boukharine et Trotski qui ne juraient que par le développement de la production :

*"Toute démocratie, comme en général toute superstructure politique (inévitabile aussi longtemps que la société sans classe n'est pas créée) est en fin de compte au service de la production, et ce qui la détermine ce sont en fin de compte les rapports de production dans une société donnée"*⁴

Contrairement aux allégations des révisionnistes chinois, la révolution est justement un acte par lequel une classe prend le pouvoir politique, s'érige en classe dominante dans toute la superstructure (Etat, idéologie, culture, etc.) pour, de là, révolutionner la base économique. Mais elle n'est pas un acte unique, accompli une fois pour toutes. Le socialisme est justement une période de transition, de constants mouvements révolutionnaires, où la politique, loin de s'adapter passivement à l'économie, doit au contraire diriger sa révolutionnarisation. C'est donc une période où les catégories économiques doivent se transformer. Les vouloir immuables, objectives pour l'éternité, c'est vouloir l'éternité de l'économie marchande. C'est vouloir tôt ou tard libérer la pleine économie marchande, c'est-à-dire le retour au capitalisme. Nous aborderons de façon plus précise la question essentielle des rapports entre infrastructure et superstructure dans un prochain article. Contentons-nous pour le moment de voir quelle est la conception de l'économie au service duquel est la politique des révisionnistes chinois. Voyons ce qu'ils entendent par prendre comme axe de "renforcer la base matérielle économique du socialisme", qui se réduit pour eux, nous l'avons vu, à développer la production.

3 Voir Lénine "A nouveau les syndicats..."

4 Lénine "A nouveau les syndicats..." souligné par nous.

2. La restauration du capitalisme au nom de la production

Les principes de la politique économique des révisionnistes chinois sont parfaitement résumés dans les trois premiers chapitres du discours du dirigeant Hou-Kiao-Mou au Comité Central du P.C.C., intitulés respectivement⁵ :

- 1° - "Reconnaître l'objectivité des lois économiques"
- 2° - "Se conformer aux lois économiques"
- 3° - "Accroître le rôle des organisations économiques"

Ce discours, ainsi que celui de Ye Jian Ying cité au chapitre précédent, méritent d'être lus car ils constituent, à notre connaissance, les plus importants efforts théoriques des révisionnistes chinois pour justifier leur politique bourgeoise. Discours très logiques d'ailleurs... pour peu que l'on fasse abstraction des classes, de la nature du pouvoir politique, des rapports sociaux, etc.

a) Les ouvriers travaillent, les experts dirigent

A la base de toute cette construction, il y a l'interprétation bourgeoise des "lois économiques" Les révisionnistes leur confèrent un caractère "objectif", immuable, au même titre que le mouvement des marées est immuablement régi par les lois de l'attraction terrestre : avoir une juste position sur le développement économique se résume alors à connaître et appliquer ces lois, qu'on ne peut modifier. Au lieu de les connaître, pour mettre à jour leur caractère relatif, leur détermination par un mode de production donné, et ainsi déterminer la politique prolétarienne qui en tiendra compte POUR les transformer. La conséquence pratique s'impose d'elle-même ce qu'il faut pour mener une telle politique économique, c'est accroître le rôle des experts qui connaissent et maîtrisent ces lois, c'est gérer "mieux", c'est "accroître le rôle des organisations économiques". Au lieu d'accroître le rôle et les capacités dirigeantes du prolétariat pour révolutionnariser superstructure et infrastructure.

Une telle théorie est diamétralement opposée à celle de Marx, qui, comme le rappelle Mao "a commencé avec les marchandises et continua jusqu'à révéler les relations entre les personnes cachées derrière les marchandises." Marx n'a jamais ainsi dépouillé l'économie de sa substance, vivante, les rapports entre les hommes dans le processus de production, pour la réduire, à l'instar des révisionnistes, à des catégories extérieures au mouvement des classes. Ainsi a-t-il montré que le capital n'était pas une "chose" froide et naturelle comme une masse d'argent, mais que, derrière cette apparence, il y avait la réalité d'un rapport social entre les hommes, producteurs exploités, et bourgeois exploités. Une somme d'argent ne devient capital que si elle est valorisée dans la production, le travail des ouvriers lui permettant de s'accroître. Sinon il ne s'agit que d'or dans un bas de laine, mais pas de capital.

Les révisionnistes éliminent un tel rapport social. La production n'est, selon eux, qu'un phénomène où les hommes dans leur ensemble, transforment collectivement la nature, tout rapport de classe ayant disparu dès la collectivisation des moyens de production. La classe

5 Voir Beijing Information n° 52 (1978]

ouvrière n'est alors plus qu'une quantité de forces de travail ; le seul problème est qu'elle s'acquitte au mieux de sa tâche de produire. Il faut donc pour l'utiliser efficacement qu'elle soit dirigée par autant d'experts, ceux qui connaissent les lois économiques, par autant d'ingénieurs qui connaissent les lois de la nature. Et qui connaît le mieux les moyens de rentabiliser au mieux une force de travail passive ? Les capitalistes, les dirigeants exploités, qui aujourd'hui en Chine bénéficient de toutes les faveurs, sont remis aux postes de commande de l'économie, d'où la Révolution Culturelle avait achevé de les extirper. Tous ces spécialistes sauront eux accroître la production, se conformer aux lois qu'ils connaissent, à condition qu'ils décident seuls, sans un prolétariat qui aurait une fâcheuse tendance, lui, à vouloir produire "autrement".

Ainsi, cette conception révisionniste se résume à : "continuer la production, c'est développer les forces productives en prenant pour levier les innovations et la révolution technique"⁶. Science, progrès technique, processus de production, ayant été ainsi vidés de tout contenu le classe, le seul "critère de vérité" devient alors l'augmentation de la production. La révolution politique est terminée, place à la révolution technique ! Le rôle historique du prolétariat est alors réduit à la classe qui "observe plus strictement la discipline et obéit aux ordres". Les tâches de son parti sont de faire régner "l'ordre et la stabilité" dès lors que "les grandes et impétueuses luttes de classe ont pris fin", et que ne demeure que l'ordre de la production matérielle (Beijing Informations).

Deng Xiao Ping, au 9^{ème} Congrès des syndicats de Chine, déclare que ceux-ci doivent pratiquer une démocratie afin "d'éduquer les ouvriers pour qu'ils travaillent dur, soient désintéressés, observent la discipline, obéissent à toute mutation et s'attachent à leurs usines comme à leur famille."⁷. C'est là tout à fait, 60 ans après, la position des Trotsky et Boukharine sur la "démocratie de la production", "l'atmosphère de production" que Lénine avait si vigoureusement combattue. Notamment dans son ouvrage "A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine"⁸, où il critique leurs positions bureaucratiques visant à militariser les syndicats pour en faire un appareil d'encadrement de la classe ouvrière pour la production. Ce à quoi Lénine oppose l'appel aux masses, leur mobilisation et éducation politique, la participation directe des "larges masses" à la gestion de l'économie, l'instauration d'un véritable contrôle du peuple sur la production. Au X^{ème} Congrès du Parti qui suivit cette discussion (1921), les thèses de Lénine triomphèrent et le rôle des syndicats fut défini en tant qu'école de direction, de gestion et école du communisme. (Diriger les masses pour qu'elles prennent elles-mêmes progressivement en main toutes les affaires de la société).

Concrètement, cette ligne révisionniste se traduit par des mesures comme le renforcement de la discipline passive du travail : règlements, sanctions, pouvoir discrétionnaire de l'encadrement. La discipline du travail passe encore par des règlements sous le socialisme. Ceux-ci, comme tout l'appareil du droit, manifestent qu'il existe encore une séparation entre l'individu et la société, qui ne disparaîtra qu'avec l'avènement du communisme. Mais toute la question est de savoir quelles relations entre les hommes, ils reflètent (voir l'article "Révolution ou Contre-Révolution dans les usines chinoises" n° 20). Sont-ils une arme pour renforcer la domination consciente du prolétariat sur la société, donc sur la production, ou vont-ils dans le sens d'une plus grande différenciation entre les cadres-experts et les ouvriers,

6 8.1. n° 4 (1978)

7 B.I. n° 42 (1978)

8 Lénine O.C. T. 32

ceux-ci n'étant qu'une force de travail socialement soumise.

L'héritage du capitalisme, la division sociale du travail, les règlements qui l'expriment, ne peuvent être supprimés d'un coup. Mais c'est masquer l'enjeu décisif que d'affirmer simplement : "Les forces productives sont en définitive un facteur décisif pour promouvoir le mouvement de l'histoire, transformer les rapports de production et la superstructure et modifier la physionomie de toute la société"⁹. Car les révisionnistes chinois ne font que prôner la voie capitaliste du développement des forces productives : celle qui renforce la division sociale du travail, qui réduit l'ouvrier à l'état de force de travail auxiliaire de la machine, de serviteur aliéné des maîtres de la production, qui étouffe les capacités révolutionnaires et créatrices du producteur, et freine au bout du compte le développement même des forces productives. Ils soumettent en effet le développement de celles-ci à des "lois économiques" qui loin d'être immuables, sont celles qui régissent la production capitaliste. Ce faisant, ils maintiennent aux forces productives leur qualité de capital, y compris pour la force de travail, car ils maintiennent ce rapport social, que le socialisme a précisément pour but de détruire.

"Le camarade Larochenko croit qu'il suffit "d'une organisation rationnelle des forces productives pour passer du socialisme au communisme sans grandes difficultés... Il déclare expressément que "sous le socialisme la lutte pour l'édification d'une société communiste se réduit essentiellement à la lutte pour une organisation judicieuse dans la production sociale..."

(Staline. Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. 1952).

On voit que nos révisionnistes chinois ont des ancêtres. Même si, comme nous l'indiquerons plus loin, Staline n'a pas su critiquer à fond la théorie des forces productives dans son ouvrage de 1952, il n'a pas "laissé passer", du moins en 1952, une théorie aussi grossièrement révisionniste que celle qui réduit le passage au communisme à "l'organisation rationnelle des forces productives".

b) Faire du profit, un critère socialiste ?

Le critère essentiel pour les révisionnistes est : les entreprises doivent faire du profit. "C'est une glorieuse responsabilité des entreprises socialistes de travailler dur pour accroître l'accumulation pour l'état et de faire de plus grands profits. Dans les conditions socialistes, ce qu'une entreprise gagne est par essence différente du profit capitaliste. Les gains d'une entreprise socialiste sont une manifestation de l'effort conscient des ouvriers pour créer des richesses matérielles, fournir des fonds pour la consommation, et pour accumuler le capital pour construire le socialisme. C'est entièrement différent de l'exploitation capitaliste de la plus-value des ouvriers."¹⁰

Ce qui oppose capitalisme et socialisme n'est pas bien évidemment l'existence du sur-travail. "Le sur-travail, comme travail en sus de la moyenne des besoins donnés, doit toujours exister." confirmait Marx dans le « Capital »¹¹. Mais il caractérisait un peu plus loin le socialisme comme "un degré de développement, où une partie de la société ne peut plus

9 B.I. n° 36 (1978)

10 Editorial du Quotidien du Peuple de Pékin (cité par "Communisme" n° 31-32-p. 81)

11 Ceci contrairement aux petits bourgeois qui estiment que la suppression de l'exploitation n'aura lieu que lorsque le travailleur recevra "le produit intégral de son travail". Marx réfute cette thèse du "produit intégral" dans la Critique du Programme de Gotha et montre la nécessité d'une défalcation pour les fonds sociaux, l'Etat, etc... Toute la question de l'exploitation est bien, à quoi sert ce surplus ainsi prélevé, et non pas doit-on ou pas le prélever.

exploiter et monopoliser la force de travail de l'autre, y compris les avantages matériels et intellectuels ; et d'autre part, les moyens matériels aient créés ainsi que le germe d'un état de chose qui, d'un degré plus avancé de la société, permettront d'allier ce sur-travail d'une réduction plus grande du temps consacré au travail matériel ¹²." Ainsi se trouve là posée la question clé : qui s'approprie et affecte ce surtravail, à quoi est-il affecté ? Le capitalisme s'approprie ce sur-travail, sous la forme du profit, pour accroître sans cesse l'accumulation. Ce faisant, il tend à réduire sans cesse la part du produit social qu'il restitue aux ouvriers comme prix de leur force de travail : le salaire direct et indirect (socialisé) nécessaire à la reproduction de la force de travail productive, à la perpétuation du rapport d'exploitation. Le socialisme utilise le sur-travail pour alimenter les fonds d'accumulation (remplacer et accroître les moyens de production) et les fonds de consommation sociale (fonds de réserves, fonds destinés à couvrir les frais_ improductifs de la gestion sociale. Etat - services collectifs - entretien des non-travailleurs, etc.). Pour, juger du caractère effectivement prolétarien, et non de fait bourgeois, de l'utilisation du sur-travail, il faut donc examiner la politique mise en oeuvre de partage entre travail et surtravail, de proportionnalité établie entre fonds d'accumulation et fonds de consommation, et de qui bénéficie de ces fonds. Les révisionnistes nient les deux voies qui s'y opposent, quand ils affirment que, de toutes façons, le surtravail allant à l'Etat, et l'Etat étant socialiste, son utilisation est faite nécessairement au bénéfice du prolétariat, et ne peut être la manifestation de l'exploitation de l'homme par l'homme. Alors que précisément, c'est la politique de l'Etat qui éclaire son caractère socialiste ou révisionniste bourgeois : quelles répartitions du produit total opère-t-il entre les différents fonds, laisse-t-il cette répartition se réaliser spontanément par le jeu de l'inégale productivité sociale des unités et secteurs de production, ou intervient-il pour "corriger" cette inégalité. En Bref, ces fonds vont-ils servir à avancer vers une société sans classes et sans inégalités, ou vont-ils servir à accroître ces dernières, à renforcer les effets du marché, de la concurrence, de la division du travail, et ainsi au bout du compte enrichir une nouvelle classe exploiteuse ?

Le culte des révisionnistes pour le développement purement technique des forces productives les amène alors à encourager la régulation spontanée par la loi de la valeur, qui, selon eux doit régir entièrement les mécanismes d'échange et de répartition. Les prix ainsi déterminés vont pouvoir "harmoniser les intérêts de l'Etat, des collectivités et des individus, régler rationnellement les rapports entre les ouvriers et les paysans et jouer un rôle actif de régulation pour la production sociale"... "La loi de la valeur est une loi universelle de l'économie marchande. Elle peut se résumer ainsi : la valeur de chaque marchandise est déterminée par le temps de travail que la société doit dépenser d sa production ; le prix d'une marchandise est fondé sur sa valeur et l'échange des marchandises est un échange de valeurs égales. Du fait que dans les conditions du socialisme, la production marchande et la circulation des marchandises existeront encore longtemps -- elles doivent même se développer vigoureusement en Chine - La loi de la valeur continue de jouer un rôle indispensable dans la vie économique."¹³

Sous le socialisme, société de transition, société de classe, subsistent production marchande et loi de la valeur (voir annexe 3). La valeur d'échange des produits ne disparaîtra que lorsque ceux-ci auront perdu tout caractère de marchandise : quand seront liquidées toute séparation entre le producteur direct et la production sociale, toute indépendance entre travaux privés, bref quand aura disparu tout marché, toute confrontation de biens, produits

12 Le capital, livre 3 ch. 48

13 Hou Kia Mou (rapport au Comité Central B.I. n° 46 - 1978)

indépendamment et échangés. Il n'y aura alors, avec le communisme, qu'échange d'usages, et non plus de marchandises. La politique vis à vis de ces catégories historiques n'échappe donc nullement à la lutte entre les deux voies. La dictature du prolétariat, pour avancer vers le communisme, va s'attacher à contrôler, à limiter les effets de la loi de la valeur, et surtout à supprimer progressivement les fondements de son existence : élever en permanence la socialisation des moyens de production vers l'appropriation sociale complète (de la propriété collective à la propriété d'Etat, de la propriété d'Etat au dépérissement de l'Etat), réduire, par la planification scientifique et la participation politique des masses, l'interdépendance des travaux exécutés par les différentes unités de production, réduire la division sociale et manufacturière du travail (la lutte contre les grandes différences).

Les révisionnistes eux parlent "de développer vigoureusement la production marchande". La loi de la valeur, loi universelle et objective de l'économie marchande, doit jouer pleinement son rôle dans l'économie socialiste puis que celle-ci est et reste une économie marchande. Elle doit donc être le régulateur de la production et de la répartition sociales. Leur politique va donc viser à affaiblir le caractère social de l'appropriation, pour rapprocher au mieux formes de propriété et interdépendance de la production, de renforcer autonomie et sanctions du marché pour les différentes unités de production, bref de placer les producteurs et les produits en situation d'indépendance, donc de concurrence.

Ainsi les révisionnistes vont-ils laisser faire, voire encourager, les transferts de plus-value des secteurs à faible productivité sociale (propriété collective de type inférieur à la campagne, petites industries, etc.) vers les entreprises les plus concentrées, les mieux dotées en capital productif, qui appartiennent en général au secteur d'Etat. Par le jeu de ces différences d'efficacité à court terme, vont s'accroître les inégalités entre communes populaires aux sols de richesses inégales, entre agriculture et industrie, entre branches monopolistes et les autres, etc. Vont donc s'accroître les différences entre surplus dégagés de part et d'autre. Le profit plus élevé des entreprises d'état les plus productives, en étant pour partie réinvesti, accroîtra encore les inégalités dans le rythme d'accumulation, et en étant pour partie distribué (et notamment aux dirigeants) accroîtra encore les inégalités dans les rémunérations et les revenus. Ainsi se trouveront consolidés, voire aggravés, les écarts entre l'agriculture et l'industrie, entre la ville et la campagne, entre branches rentables et moins rentables, entre ouvriers et cadres, etc.

Laisser librement jouer les effets de la loi de la valeur, implique également que tous les produits soient échangés à leur valeur. Si la directive est que chaque entreprise dégage le maximum de profit, les dirigeants auront à coeur d'accroître sans cesse la part du sur-travail par rapport à celle rétrocédée aux producteurs directs. Autant dire qu'ils chercheront alors avant tout à produire le plus possible avec le moins de travail possible, et à réduire la rémunération des producteurs. La loi de la valeur produit alors ses effets implacables sur la politique des salaires, sur l'intensité et la discipline du travail. La force de travail n'est qu'une marchandise, déplacée notamment au gré des nécessités du profit. Nous avons déjà dénoncé la politique des révisionnistes chinois qui vend aux capitaux impérialistes la force de travail des ouvriers (voir dans P.L.A. n° 19 et 20). Là est la logique du critère "faire des profits pour l'Etat". L'état chinois se transforme en agence d'intérim, pour louer à l'impérialisme la force de travail ouvrière, et empocher la différence entre salaires versés par les capitalistes et la faible partie qu'il rétrocède aux ouvriers.

De même, le critère principal dans la production devient la productivité immédiate. Cadres, ingénieurs et dirigeants, doivent valoriser immédiatement leurs compétences techniques et non "perdre leur temps" à d'autres tâches, comme participer à la production, animer l'initiative politique ou l'innovation technique des ouvriers. Tous doivent être "stimulés" : les

salaires et primes seront de plus en plus fonction des résultats. Et les dirigeants en recevront la plus grosse part. La force motrice du développement n'est plus l'objectif de la société communiste à construire, mais le mot d'ordre "qui travaille plus, gagne plus". Derrière le mot vidé de tout contenu révolutionnaire d'"émulation socialiste", il n'y a plus que renforcement du salaire aux pièces, multiplication des primes et gratifications individuelles ou collectives (mais non sociales). Tout pousse chacun "de calculer avec l'âpreté d'un Shylock (personnage de théâtre symbolisant l'usurier âpre au gain.) : n'aurais-je pas travaillé une demi-heure de plus que mon voisin ? N'aurais-je pas touché un salaire inférieur au sien" comme l'avertissait déjà Lénine.

Avec le seul profit au poste de commande, les travailleurs "vont se donner un mal fou pour réussir une affaire juteuse, fort peu de peine pour une petite affaire, et renâcleront devant un boulot sans profit." (Pékin Information n° 22 (1975) même s'il s'agit là de satisfaire des besoins vitaux du peuple. De même la planification centrale sera mise au "service" du libre jeu de la loi de la valeur. Au lieu d'avoir pour tâche essentielle d'en supprimer les fondements, de la rendre inutile, elle n'a plus pour objet que d'orienter l'utilisation du fond d'accumulation vers les investissements les plus rentables, de définir les choix d'infrastructure (enseignement, logements et urbanisation, etc.) en fonction du profit immédiat. Pour le reste, les entreprises doivent avoir le maximum de "liberté de gestion" (y compris de licencier) pour produire ce qui rapporte le plus, le plus vite. On en connaît les conséquences inéluctables (voir l'U.R.S.S. d'aujourd'hui) : surproduction dans certaines branches, gaspillages, chômage, abandon des productions les moins rentables, concentration excessives dans les grandes villes : partout aggravation des déséquilibres, accentuation des différences.

c) Production marchande et nouvelle bourgeoisie

Les rapports marchands ne se suppriment pas avec une signature au bas d'un décret. Leur transformation est la tâche de toute la période historique du socialisme. Comme le dit Marx dans la Critique du Programme de Gotha : "Ce ci quoi nous avons affaire ici, c'est d'une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, morale, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancien, ne société des fiancé de laquelle elle est issue." L'efficacité des produits et des productions continue donc d'être sanctionnée par leur confrontation sur le marché ; les prix, comme expression de la valeur d'échange, continuent donc à être le "détour" nécessaire pour comparer les utilités sociales. La monnaie se maintient comme équivalent indispensable des valeurs d'échange. De même, le principe de rémunération "à chacun selon son travail" permet de tenir compte de la division du travail qui subsiste en société socialiste, du fait que chacun n'apporte pas la même contribution à la société, et que la rareté des produits et l'attitude des hommes face au travail ne permettent pas de donner "à chacun selon ses besoins". (Mais du moins le principe "à chacun selon son travail", s'il est appliqué, diffère des modes de rémunération capitalistes, en ce qu'il ne tient compte que du travail fourni et ne permet que l'appropriation d'objets de consommation individuels).

Mais dire que la production marchande subsiste sous le socialisme n'est pas fermer les yeux là dessus, et déclarer : c'est très bien, qu'elle soit donc "le régulateur" de l'économie.

C'est au contraire comprendre :

- 1) qu'il faut la limiter et la supprimer progressivement
- 2) qu'elle engendre inévitablement une bourgeoisie.

A la suite de Marx, Lénine a fortement rappelé que "la bourgeoisie naît de la production marchande", et du développement des écarts (villes/campagnes, manuels/intellectuels, cadres/masses, etc.) qu'elle entraîne par le jeu de la loi de la valeur (Voir notre brochure "La dictature du Proletariat, seule transition au communisme").

Comprendre d'où vient et comment agit cette bourgeoisie, quel est son but, est indispensable pour la combattre. En U.R.S.S. Staline n'a perçu le 'problème que tardivement. En 1952 le "Rapport Récapitulatif" du Comité Central au 19ème Congrès parle de l'existence de cette bourgeoisie en U.R.S.S., 35 ans après la prise du pouvoir, 20 ans après la Collectivisation de la propriété ! Il dénonce le bureaucratisme, la dégénérescence de certains cadres, il critique des organisations du Parti "qui sont devenues des institutions administratives privilégiées ne servant qu'à donner des ordres" ; il critique aussi des dirigeants qui profitent de leur poste pour s'enrichir, "vont jusqu'à faire des entreprises leur fief personnel". Mais le 19ème Congrès n'alla pas jusqu'à une analyse approfondie des racines de l'existence de la bourgeoisie sous le socialisme et n'empêcha pas qu'elle s'empare de tout le pouvoir d'Etat.

Mao Tsé Toung et les révolutionnaires chinois ont beaucoup plus avancé dans l'analyse de la bourgeoisie sous le socialisme et la lutte contre elle. Ils ont montré comment des couches privilégiés par leur place dans la production (et aussi dans la superstructure), du fait même de l'existence de la production marchande, de la division du travail, cherchait à renforcer leurs positions sous couvert "d'efficacité économique" et de "développer les forces productives". Au niveau politique, leurs représentants opposent la "théorie des forces productives" aux révolutionnaires qui, eux, veulent limiter les effets et le champ d'intervention de la production marchande (voir le prochain chapitre). Ces révisionnistes, s'ils prennent le pouvoir, pourront alors faire sauter toutes les barrières qui s'opposent justement, sous le socialisme, au libre jeu de la production marchande.

Qui sont ces privilégiés, nouveaux bourgeois adeptes de la restauration du capitalisme ? Et bien on les trouvera, par exemple, parmi (pas tous bien sûr, il n'y a pas mécanisme absolu) ceux qui sont à la tête des entreprises d'Etat, dans le secteur le plus concentré et le plus productif. Leur tendance est de vouloir profiter pour eux-mêmes des profits plus importants faits par ces entreprises. Ils poussent bien sûr à tout juger "suivant les critères de profit". A se faire octroyer "la liberté de gestion". Sous couvert de "rémunération selon le travail", ils poussent en fait à une rémunération selon le capital, selon les bénéfices et le pouvoir. C'est-à-dire les plus gros "salaires" pour les entreprises les plus "performantes" et pour les dirigeants de celles-ci. Ces dirigeants fusionnent avec les cadres bureaucratisés de l'appareil d'Etat et du Parti, tous ceux qui souhaitent profiter de leur place pour obtenir privilèges et avantages (ils trouveront aussi des alliés bien sûr dans d'autres couches de la population, petits producteurs, éléments arriérés politiquement, certains intellectuels, etc. nous n'entrons pas ici dans un développement complet sur la base sociale des révisionnistes en Chine).

Il se forme ainsi une couche de nouveaux bourgeois dont le cheval de bataille va être "la théorie des forces productives" que nous avons ci-dessus exposée, et dont le but est de créer un véritable Capitalisme d'Etat. Car il s'agit bien, dès lors qu'ils ont pris le pouvoir

d'Etat, de la mise en oeuvre systématique de ce qui jusque là n'était qu'une tendance au sein de la société socialiste : l'appropriation collective par eux de la plus-value produite par les ouvriers. L'URSS d'aujourd'hui donne l'exemple le plus achevé de ce Capitalisme d'Etat. Et cet exemple montre bien qu'on ne peut se satisfaire du raisonnement révisionniste qui assimile société socialiste à société où les formes de propriété sont collectivisées. Nous avons déjà insisté sur le fait que la collectivisation, et même l'étatisation des moyens de production et d'échange, ne réalisent encore que partiellement l'appropriation sociale nécessaire à la disparition de tous les vestiges de la propriété privée, de l'interdépendance des producteurs et des produits. Tant qu'il existe un Etat, c'est qu'il existe une contradiction entre individu et société, entre unités de productions et besoins sociaux. Dès lors toute la question est qui contrôle, qui dirige, quelle politique est au poste de commandement à la tête de l'Etat. Et cela c'est l'analyse de l'ensemble des rapports sociaux et de leur évolution qui le montre. Qui montre dans quelle mesure s'efface l'héritage capitaliste, se réduit la production marchande, se transforme la division du travail. Bref, toute la question est de savoir vers quel but va le mouvement de ces rapports sociaux, alors que les révisionnistes veulent faire croire que des rapports sociaux communistes naissent spontanément du développement des forces productives. Lequel selon eux est "neutre", "objectif".

Nous pouvons conclure cet exposé - bref et encore insuffisant - de la théorie des forces productives par cette phrase de Tchang Tchouen Kiao (l'un des "quatre") sur l'U.R.S.S. : "Le spoutnik s'est envolé et le drapeau rouge est tombé". Ce qu'on pourrait paraphraser aussi en : "L'électricité est partout, mais il n'y a plus de soviets".

"La délégation que nous avons envoyée récemment en U.R.S.S. leur a dit leurs quatre "vérités sur certaines questions. J'ai dit par téléphone au camarade Chou En Lai que "ces gens là se laissaient griser par le succès et que la meilleure méthode pour traiter avec eux, c'est de leur passer un bon savon. Qu'entend-on chez eux par "succès" ? "Rien d'autre que leurs 50 millions de tonnes d'acier, 400 millions de tonnes de char-"bon et 80 millions de tonnes de pétrole. Est-ce que cela compte pour beaucoup ? Mais "non. Et les voilà pris de vertige pour ai peu, et ça, c'est des communistes, des marxistes ! J'estime que même multiplié par dix, par cent, cela ne comptera toujours pas. "Vous n'avez fait qu'extraire du sous-sol de quoi produire de l'acier et fabriquer des "automobiles et des avions, qu'y a-t-il là de formidable ! Mais vous en avez fait un "lourd fardeau qui pèse sur vous, et vous passez outre à tous les principes révolutionnaires ; où est-ce par là vous laisser griser par le succès ?" (Mao Tsé Toug. Discours à la Conférence des Secrétaires des Comités du Parti... T.V, p. 397).

3. Les bases économiques de la marche au communisme

Il s'agit maintenant d'opposer à la voie révisionniste, les axes de la voie révolutionnaire. Pour sortir de la fausse alternative qui tend à s'imposer à la suite des échecs historiques du socialisme : d'un côté, une position d'apparence "gauche" {celle des "théoriciens" groupés aujourd'hui derrière C. Bettelheim et la revue "Communisme") qui constate que, la production marchande subsistant, le socialisme, phase inférieure du communisme, n'existe pas et n'a jamais existé. Pour eux il n'est alors qu'une forme déguisée, étatisée du capitalisme, et la prise du pouvoir par le prolétariat et son parti n'a débouché sur aucune révolution politique ni économique. De l'autre, les thèses révisionnistes pour lesquelles la production marchande n'étant en rien contradictoire avec la construction d'une société marchant au

communisme, nul besoin donc de s'en inquiéter. Dès lors la seule différence entre l'économie sous le socialisme, et l'économie sous le capitalisme, réside dans la nationalisation des principaux moyens de production et d'échange qui, en elle-même permettrait aux forces productives, ainsi libérées, de se développer plus vite sous le socialisme, le reste, la suppression des classes en découlant sans problème.

Nous avons déjà signalé que Staline (revenant sur des erreurs qu'il avait commises dans les années 30) avait critiqué en 1951 la thèse que le socialisme serait de travailler à "une organisation rationnelle des forces productives". Tout en rappelant que les hommes ne peuvent modifier les lois économiques au seul gré de leurs désirs ou de leurs volontés (car elles sont l'expression d'un mode de production déterminé), il notait aussi qu'elles ont un caractère relatif du fait "qu'elles agissent, du moins la plupart d'entre elles, au cours d'une certaine période historique, après quoi elles cèdent la place à d'autres lois." (Staline. Problèmes économiques du socialisme Ed. Tirana p. 7). Il cite justement l'exemple de la loi de la valeur et note que "la valeur, ainsi que la loi de la valeur, est une catégorie historique liée à l'existence de la production marchande" et qui disparaîtra avec elle dans la phase supérieure du communisme. Comme le notait déjà Engels : "La production immédiatement sociale comme la répartition directe exclut tout échange de marchandise, donc aussi la transformation des produits en marchandises (du moins à l'intérieur de la commune) et, par suite, leur transformation en valeurs." (Engels "L'Anti-Dühring". Le socialisme. Ch. 4 La répartition. Editions sociales p. 3 14)

C'est un premier point. Le plus important est de voir comment, sous le socialisme, il faut limiter et réduire la sphère des échanges marchands. Comment limiter et réduire l'intervention de la loi de la valeur dans la production et la répartition. Que, juste après les révolutions russe ou chinoise, dans une situation de développement économique relativement arriéré, une large place ait été laissée un temps aux échanges marchands, à la petite production capitaliste, est normal. Qu'aujourd'hui en Chine, les révisionnistes s'appuient sur les textes de Lénine, sur la N.E.F, ou de Mao des années 50, montre tout simplement qu'ils veulent revenir en arrière, justifier ce qui alors n'était qu'une situation rendue nécessaire par le niveau arriéré de l'économie.

a) La transformation des échanges marchands

Face à l'existence de la loi de la valeur, la dictature du prolétariat ne peut ni la nier, ni s'y soumettre. Elle doit utiliser tous les moyens que lui donne la collectivisation des moyens de production, la transformation de l'État, la mobilisation consciente des masses, pour circonscrire et limiter ses effets. Tenir compte de l'existence des catégories marchandes, mais lutter pour les transformer : l'axe de cette transformation doit être la socialisation croissante des moyens de production et des produits. "En général, dit Marx, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés exécutés indépendamment des autres". (Marx Le Capital. T. I. Editions sociales, p. 85) Elle passe par l'extension croissante de la coordination entre unités de productions différentes, par le contrôle politique des échanges entre-elles, ce que Lénine appelait compter, recenser, répartir (cf. encadré). En bref, elle passe par un plan qui dirige une politique de transformation des rapports sociaux.

Par exemple, nous avons noté que le libre jeu de la loi de la valeur amenait à favoriser le développement déséquilibré des grandes unités les plus productives. Pour s'opposer à cette

tendance, la ligne révolutionnaire en Chine (Grand Bond en Avant, Révolution Culturelle) développait une politique des prix qui tendait à rétablir les équilibres entre les différents secteurs. Garantie de prix aux secteurs ruraux, pression fiscale réduite, approvisionnement bon marché en produits de base (comme engrais, tracteurs, etc.). Ainsi l'industrie lourde n'étouffait pas les autres secteurs. Les forces productives pouvaient être utilisées partout, malgré l'inégale productivité sociale, au lieu de laisser inemployées des masses de travailleurs (paysans dans ce cas, mais aussi femmes et jeunes), que le secteur d'Etat ne pouvait à lui seul mobiliser. Les collectifs ruraux pouvaient investir et accroître la productivité, en comptant sur la mobilisation de la main-d'oeuvre et de tous les moyens de production disponibles (exemple de Tatchai), sans que ceux-ci soient immédiatement chassés des échanges marchands comme sanction de leurs rendements inférieurs. Les unités les plus productives du secteur d'Etat n'utilisaient pas le sur-travail ainsi dégagé, pour leur seul autofinancement ou pour la rétribution de leurs travailleurs, mais en abaissant leurs prix de vente aux secteurs retardataires, ou en alimentant le fonds d'accumulation sociale, mettaient leur avance au service de la production sociale entière. Ainsi est tracée la voie d'une égalisation croissante des conditions de production, donc d'une atténuation des différences, de la division sociale du travail.

Cette politique, basée sur la mobilisation des masses comptant sur leurs propres forces, est seule apte à susciter leur enthousiasme, à développer leur conscience. Elle s'appuie et nécessite le changement des rapports sociaux, dans cette mesure où justement elle fait appel à l'initiative "d'en bas" et non seulement aux ordres "d'en haut". Elle exige la participation croissante de tous à "l'exercice du pouvoir". Elle permet l'utilisation de toutes les forces productives existantes (hommes et moyens de production), au lieu de ne conserver que ce qui est "rentable" et de créer des chômeurs. C'est la politique de "marcher sur les deux jambes" (voir en particulier le texte de Mao sur les Dix Grands Rapports).

Suivant la politique révolutionnaire, il faut tendre progressivement à limiter, puis remplacer la production réglée par la loi de la valeur, par la production guidée par la valeur d'usage, c'est-à-dire la maîtrise complète des conditions matérielles de la production, de la répartition et de la consommation.

"Dès que la société se met en possession des moyens de production et les emploie pour "une production immédiatement socialisée, le travail de chacun, si différent que soit "son caractère spécifique d'utilité devient d'emblée et directement du travail social. "La quantité de travail social que contient un produit n'a pas besoin, dès lors, d'être "d'abord constatée par un détour ; ...

" .. Certes la société sera obligée de savoir, même alors, combien de travail il faut "pour produire chaque objet d'usage. Elle aura d dresser le plan de production d'après "les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. "Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre-eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires d leur production, qui déterminerait le plan. Les gens régleront tout très simplement, sans intervention de la fameuse "valeur".

Engels. L'anti-Dühring (Ch. 4. La répartition)

Dès le début de la dictature du prolétariat, une partie de la production et de la répartition sont consciemment soustraites aux mécanismes régulateurs de la loi de la valeur. D'un côté, l'initiative volontaire et consciente des ouvriers dans le travail bénévole (que saluait Lénine dans la "Grande initiative") pour l'ensemble de la société, dans la mobilisation politique et idéologique qui entraîne des bonds énormes dans la productivité sociale du travail (voir

exemple de Taking). De l'autre, la part croissante des produits nécessaires aux masses, distribués déjà selon le principe "A chacun selon ses besoins" (santé, logements, denrées de base, éducation, culture, etc.), soit gratuitement, soit à des prix fixés par décision politique. Au fur et à mesure que croissent les forces productives, que s'élève la conscience des hommes, que se modifie leur conception du travail, ce secteur du travail social doit s'élargir. Ainsi progressivement la richesse sociale ne sera plus constituée par une "immense accumulation de marchandises mais par ce que Marx a appelé "la richesse réelle", c'est-à-dire des valeurs d'usage et des "effets sociaux utiles". (Voir annexe n° 4).

b) Saper les bases de la restauration du pouvoir bourgeois

La dictature du prolétariat ne se distingue pas seulement du capitalisme par sa capacité à organiser ainsi le développement des forces productives. Elle ne réduit pas la question du communisme à la production de biens en abondance. Où plutôt le prolétariat conscient sait que la croissance des forces productives est liée au changement des rapports sociaux. Que pour atteindre la société communiste, il faut détruire tout ce qui est le "capitalisme agonisant". Dans le domaine de la base économique (où se limite cet article), ce qui frappe dans les théories révisionnistes n'est pas seulement leur insistance à mettre en avant la, production marchande, la loi de la valeur, la rémunération selon le travail (en fait selon les bénéfices), le maintien de la division sociale du travail, et mais aussi qu'elles refusent d'envisager qu'il faille la lutte de classe pour éliminer ces manifestations du "capitalisme agonisant". Plus encore, loin de reconnaître qu'il s'agit là de formes transitoires des rapports entre les hommes dans la production et pour la répartition des produits, ils décrètent qu'il s'agit d'un mode de production entièrement nouveau. Le socialisme différerait totalement du capitalisme et n'a plus qu'à évoluer "pacifiquement" vers le communisme au fur et à mesure du développement des forces productives, auxquelles s'adapteront sagement les rapports de production, sous l'oeil bienveillant d'une superstructure qui serait prolétarienne une fois pour toutes, et par essence (alors que l'existence même de l'Etat sous le socialisme, si elle est absolument nécessaire, porte en elle une contradiction, manifeste les survivances du capitalisme).

Staline avait lui aussi soutenu cette thèse et déclaré en 1936 : "La tâche essentielle de notre Etat à l'intérieur du pays consiste à faire un travail paisible d'organisation économique, de culture et d'éducation", (Staline. Problèmes Economiques du socialisme. Tirana p. 97-98. Souligné par nous) en même temps qu'il déclarait abolies les contradictions antagoniques de classe en U.R.S.S.

Il avait commencé à la critiquer ensuite en 1951 en s'opposant à Larochenko qui déclarait : "Les catégories de l'économie politique, valeur, marchandise, argent, crédit, etc. sont remplacées par de saines considérations sur une organisation rationnelle des forces productives dans la production, et par suite l'économie politique a pour objet non pas les rapports de production sous le socialisme, mais l'élaboration et le développement d'une théorie scientifique de l'organisation des forces productives, d'une théorie de la planification nationale, etc.". Staline lui rétorquait : "Remplacer dans l'économie politique du socialisme les problèmes économiques par les problèmes de l'organisation des forces productives, cela revient à abolir l'économie politique du socialisme... (laquelle) étudie les lois du développement des rapports de production entre les hommes." (Staline. Problèmes Economiques du socialisme. Tirana p. 97-98.)

Mais Staline, tout en posant que le socialisme dans le domaine économique, c'est la transformation révolutionnaire des rapports de production n'a pas effectivement engagé la lutte dans cette voie. De fait il ne le pouvait pas, comme le montre le texte "Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. « le plus formellement juste », en ce qui le concerne sur cette question" qui limite la lutte pour la transformation des rapports de production à la lutte pour la transformation des formes de propriété (collectivisation). Pour Staline, si ces rapports de production sont encore imparfaits en U.R.S.S., c'est qu'il y existe encore deux formes de propriété : la propriété collective kolkhozienne et coopérative (propriété de groupes d'hommes) et la propriété d'Etat (propriété du peuple tout entier). Passer partout à la forme supérieure de la propriété du peuple tout entier supprimerait les échanges marchands et permettrait de passer à la phase supérieure du communisme (Problèmes économiques..., p. 30).

Il est tout à fait exact que l'existence de formes de propriété qui ne sont pas celles du peuple tout entier constitue une base fondamentale pour que les échanges marchands reproduisent des inégalités entre groupes qui sont placés dans des conditions différentes de production. Par exemple tel Kolkhoze bénéficiant d'excellentes terres pourra s'enrichir au détriment de tel autre situé dans des conditions plus défavorables. Il faut la propriété collective du peuple tout entier pour que se développe pleinement la nouvelle attitude communiste des hommes par rapport au travail (pour le bien et le progrès de tous et non pour l'enrichissement personnel ou d'un groupe)

Mais si cette forme de propriété est une base nécessaire à de nouveaux rapports de production, elle n'en est pas une condition suffisante. Ici on en reste à la phase inférieure du communisme, nous y reviendrons plus loin.

De plus Staline sous-estimait la nécessité de lutter contre les échanges marchands et leurs conséquences sous le socialisme. Il déclarait que "la production marchande ne conduit au capitalisme que si la propriété privée des moyens de production existe" (Problèmes économiques..., p. 19)-Le seul exemple de l'URSS d'aujourd'hui montre que le capitalisme d'Etat peut fort bien exister sans propriété privée.

Plus important encore est de comprendre que l'échange marchand produit inéluctablement des tendances à la restauration du capitalisme, qu'il peut très bien conduire au capitalisme, même s'il n'existe plus de propriété privée. Mao notait à ce propos : "Certaines Communes Populaires spécialisées dans la culture des plantes industrielles sont maintenant très riches. Dans ces Communes l'accumulation du capital atteint 45 % et le niveau de vie des paysans est très élevé." ("Mao Tsé Toung et la construction du socialisme" Ed. Seuil p. 104 [2S] U.R.S.S., la dégénérescence. Ed. E 100 p. 20) Cette inégalité existait aussi en U.R.S.S. : "En 1853 le calcul des revenus financiers des fermes collectives d'U.R.S.S., par centaines d'hectares de terres à usage agricole, donne la proportion suivante : 51 % des fermes collectives ont un revenu inférieur à 100 000 roubles/100 ha ; 40 % ont 10 à 50 000 roubles ; et seulement 9 % plus de 50 000 roubles." (Critique Programme de Gotha E.S. p. 31)

Il est clair qu'une telle situation (qui s'accompagne de différents secteurs d'échange : commerce d'Etat, commerce coopératif, marché rural, entre lesquels peuvent jouer les vendeurs de marchandise), nourrit des tendances aux inégalités, l'enrichissement, à l'individualisme. Ceci même si les formes de propriété sont collectives, et même étatisées (car alors peut encore jouer la loi de la valeur). Il y a donc nécessité d'être conscient des possibilités de restauration du capitalisme, d'expliquer clairement qu'on n'est encore que

dans la phase inférieure du communisme. Et de lutter immédiatement pour corriger par des décisions politiques les tendances capitalistes, pour imposer des limitations à la loi de la valeur.

Il faut ici rappeler comment Marx pose le problème, en analysant très lucidement les deux phases fondamentales du passage au communisme, afin justement de ne pas croire qu'on y est "arrivé" dès la collectivisation des moyens de production.

Parlant de la première phase "qui vient de sortir des flancs du capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société" il note qu'elle se caractérise par le fait que "les moyens de production appartiennent à la société toute entière" (Commentaire de "Le critique du programme de Gotha" par Lénine dans "L'État et la Révolution" Ed. Pékin p. 113 et suivantes). Telle est en effet la tâche première dans le domaine économique et qui crée les conditions des changements des autres aspects des rapports de production. Alors chacun reçoit en fonction de son travail, les produits peuvent s'échanger sans passer par l'intermédiaire de la monnaie : "défalcation faite de la quantité de travail versée au fond social, chacun reçoit de la société autant qu'il lui a donné". (Notons que ni l'U.R.S.S. ni la Chine n'ont même atteint complètement ce stade "inférieur").

Il s'agit encore d'un échange de quantités de travail entre producteurs au sein de la société. D'où cette conséquence notée par Marx : "C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme différente parce que les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que les objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage des objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme." (28)

Cet échange de quantités égales de travail est un "droit égal", dit Marx, qui est encore un "droit bourgeois". Car, par exemple, les individus sont différents (faibles/forts, avec ou sans charges familiales, instruit ou pas, etc.) ainsi que les conditions dans lesquelles ils travaillent. Bref l'un recevra encore plus que l'autre. Lénine conclut en disant que "la transformation des moyens de production en propriété commune de la société toute entière (le "socialisme" au sens habituel du mot), ne supprime pas à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du droit bourgeois." Car les conditions de la production, la place des hommes dans le processus de production, la place des hommes dans le processus de production restent inégales, les hommes eux-mêmes ont encore un inégal niveau physique et intellectuel. Voilà donc clairement marquées, par Marx et Lénine les limites de cette première phase du communisme, ce que Staline n'a ni repris ni développé (à la différence de Mao et la G.R.C.P.). Ils distinguent clairement ce qui, dans cette première phase, a changé fondamentalement par rapport au capitalisme (l'impossibilité de posséder des moyens de production et d'accumuler du capital à titre individuel, l'impossibilité de recevoir plus que le travail fourni) et ce qui constitue encore des "stigmates" du capitalisme (division sociale du travail, "droit bourgeois") dans les rapports de production. Or, nos révisionnistes se caractérisent ici par la contusion qu'ils entretiennent en ne séparant pas nettement les différentes étapes du passage au communisme. Ils présentent aux masses les choses comme si "le plus gros" avait été fait avec la prise du pouvoir et l'instauration de la propriété du peuple entier à l'échelle du pays. Il est évident que cette falsification a chez eux pour but d'empêcher les masses de voir la nécessité de continuer la lutte de classe, en leur faisant croire que le socialisme est arrivé à sa phase

supérieure dès que la collectivisation est complète, qu'il n'y a plus qu'à produire. Bref en décrivant comme pour ainsi dire achevé, ce qui n'est encore qu'à ses débuts.

Reprenons l'exemple de la question de la répartition déjà abordé au chapitre précédent. Les révisionnistes chinois ont mené une intense campagne contre les "quatre" qui auraient - selon eux - eu le tort de considérer que le principe "à chacun selon son travail" était "un principe capitaliste". Or, jamais les quatre, ni en tous cas Mao qu'attaquent en fait les révisionnistes, n'ont dit cela. La question posée à ce sujet par la Révolution Culturelle n'était pas de nier la différence entre "à chacun selon son travail", et "à chacun selon ses capitaux, sa classe". Mais de comprendre ce que ce principe comprend encore de "stigmates" du capitalisme, en quoi il peut encore servir de base économique à l'existence des classes et à une tendance à restaurer le capitalisme. De comprendre donc la nécessité de continuer à faire la révolution pour éliminer toutes racines du capitalisme (qui doit justement être soigneusement repérées sous le socialisme).

Les révisionnistes nient que cet aspect des rapports de production {comme les autres} doit être transformé. Au contraire ils baptisent "à chacun selon son travail" principe socialiste, en niant que le socialisme - donc ce principe en particulier - est une société transitoire "mélangeant capitalisme et socialisme. Selon eux les différences de revenu n'ont aucune importance parce qu'elles sont "limitées", moindres que celles qui existent sous le capitalisme, et que ceux qui ont plus d'argent ne peuvent le transformer en capital. Bien au contraire les différences de revenus stimulent le développement des forces productives par l'attrait du gain (C'est tout à fait ce qu'indique le long article "Appliquer le principe socialiste à chacun selon son travail" dans Beijing Information n° 31 {1978}).

La Révolution Culturelle a lutté justement pour réduire (non pour supprimer immédiatement) le principe "à chacun selon son travail" et en limiter les conséquences. Les différences de salaires expriment et accentuent la division des hommes en catégories différentes. Elles se fondent sur la place différente qu'occupent les hommes dans la production. Mais elles créent, chez les plus favorisés dans la division du travail, le désir d'en profiter encore plus, de mettre à profit leur situation pour obtenir encore plus, de mettre à profit leur situation pour obtenir d'autres avantages, monnayer toujours plus cher leur "compétence", accentuer sous divers prétextes "d'efficacité" toutes les différences qui les favorisent. Ils lutteront pour élargir le "droit bourgeois" qui les protège, en reconnaissant, sous le socialisme, la valeur supérieure de la force de travail des cadres. C'est-à-dire pour approfondir la division du travail et pour prétendre à un prix toujours plus élevé pour leur travail. Ces cadres constitueront une tendance au sein de l'Etat et du Parti pour faire triompher une ligne politique, présentant la technique comme le moteur fondamental du développement des forces productives ; et la concentration de cette technique aux mains des "experts" comme le moteur de son développement. Présentant cette ligne comme "socialiste" s'opposant aux "gauchistes", ils vont tenter de prendre le pouvoir d'Etat afin de l'appliquer librement. C'est ce qu'ils ont réussi en U.R.S.S. et en Chine. Sous couvert de développer les forces productives ils mettent au poste de commande le mot d'ordre de Liu Shao Shi "rendre le peuple riche et le paya puissant". L'enrichissement devient le but. Et on ne tarde pas à voir se rétablir l'utilisation des capitaux privés, auxquels la Chine fait dès aujourd'hui largement appel.

A cette soif du gain les communistes ont toujours opposé le travail communiste conscient, la "motivation" de travailler librement pour la société toute entière devant remplacer celle de l'enrichissement d'un individu, d'un groupe, d'une nation. Lénine, dès après la révolution russe

ne portait pas aux nues le principe "à chacun selon son travail", mais s'enthousiasmait devant la naissance des jeunes pousses communistes en louant l'initiative des cheminots, les fameux "samedi communistes" : "Travail de certaines personnes au profit de la société d'une large échelle, travail sans rémunération et dont les normes n'ont été instituées par aucun pouvoir, par aucun état." Tout en sachant que sous le socialisme la survivance des vieilles mentalités, des classes, des différences, rend impossible la suppression des normes, des récompenses, des règlements, de la rémunération suivant le travail, les communistes considèrent cela comme des choses qui doivent disparaître. Ils stimulent, protègent, encouragent l'émergence des choses nouvelles issues des couches ouvrières les plus avancées. Ils n'exaltent pas, mais organisent le dépérissement de ce qui doit disparaître comme la division du travail et à chacun selon son travail.

C'est tout le contraire pour les révisionnistes chinois qui déclarent qu'on "n'applique pas assez" ce principe. Qui caractérisent les problèmes que la société socialiste doit résoudre, simplement par l'existence d'une production insuffisante pour fournir de la richesse à tous. Et la voie à suivre comme celle d'augmenter la richesse pour augmenter ce que chacun reçoit : "Les inégalités entraînées par la répartition selon le travail consistent seulement en des différences entre travailleurs dans le mouvement vers l'abondance pour tous." Exactement comme le dit partout la bourgeoisie : les différences ne sont pas importantes, seul compte l'union de toutes les classes pour faire triompher la patrie, l'enrichir ; augmenter le gâteau augmentera les parts de chacun. A l'opposé, donc, de lutter pour l'élimination des différences et la suppression des classes.

Premières conclusions

Les révisionnistes nient l'existence de conditions matérielles dans la base économique (rapports de production) du socialisme favorisant la renaissance d'une bourgeoisie. Ils le nient pour camoufler leur propre existence en tant que classe bourgeoise.

Ce n'est qu'en reconnaissant et en analysant de façon minutieuse l'existence des bases matérielles de la bourgeoisie qu'on peut lutter pour les supprimer et obtenir le résultat "que la bourgeoisie ne puisse plus exister, ni se reformer d nouveau" (Lénine). Ces bases matérielles existent du fait des différentes formes de propriété. Cela il arrive aux révisionnistes de le reconnaître. Mais c'est pour mieux nier qu'elles prennent aussi fondamentalement racine dans la division sociale du travail et, aussi dans l'inégale répartition qui en découle.

L'appropriation des moyens de production par le peuple tout entier crée les conditions pour l'abolition des échanges marchands, de la monnaie, de l'exploitation. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille "attendre" que la forme de la propriété soit partout celle du peuple tout entier pour lutter pour la transformation révolutionnaire de la division du travail et de la répartition (autres "aspects" des rapports de production). L'ensemble des éléments qui constituent les rapports de production doivent être transformés en liaison les uns avec les autres, en commençant par la forme de propriété. La propriété collective est un premier pas permettant l'instauration de rapports d'entraide et collaboration dans la production qui viennent remplacer les rapports d'exploitation. Mais ce n'est pas encore une "appropriation" sociale des moyens de production à égalité par tous les producteurs. Pendant longtemps en effet l'ouvrier reste l'exécutant de la machine, ne domine pas l'ensemble du processus de

production parcellisée héritée du capitalisme, non seulement à l'échelle d'une usine, mais plus encore de la société toute entière. C'est que le capitalisme a organisé l'appropriation de la science et des techniques du côté d'une mince couche de cadres (les puissances intellectuelles de la production) et a dépossédé l'ouvrier de la maîtrise du processus de production (nous reviendrons dans un autre article sur ce sujet). De fait, sous le socialisme subsiste encore l'autorité des "experts" et l'ouvrier voit encore se dresser devant lui des forces naturelles, des problèmes techniques, des lois économiques qui lui sont comme autant d'obscures énigmes que "l'expert" seul paraît capable de maîtriser, dictant du haut de son savoir comment il faut utiliser et coordonner les moyens de production. L'appropriation réelle des moyens de production va en fait au-delà de la forme de la propriété, jusqu'à leur maîtrise par l'ensemble des producteurs. C'est bien pourquoi les marxistes ont avant tout rattaché l'existence des classes à la division sociale du travail (et non seulement aux formes de propriété comme les révisionnistes).

"Depuis l'apparition historique du mode de production capitaliste, la prise de possession de l'en-semble des moyens de production par la société a bien souvent flotté plus ou moins vaguement de-vent Les yeux tant d'individus que de sectes entières, comme idéal d'avenir. Mais elle ne pouvait devenir possible, devenir une nécessité historique qu'une fois données les conditions matérielles de sa réalisation. Comme tout autre progrès social, elle devient praticable non par la "compréhension acquise du fait que l'existence des classes contredit d la justice, à l'égalité, "etc., non par la simple volonté d'abolir ces classes, mais par certaines conditions économiques "nouvelles. La scission de la société en une classe exploiteuse et une classe exploitée, en une "classe dominante et une classe opprimée était une conséquence nécessaire du faible développement "de la production dans le passé. Tant que le travail total de la société ne fournit qu'un rendement excédant d peine ce qui est nécessaire pour assurer strictement l'existence de toua, tant "que le travail réclame donc tout ou presque tout le temps de la grande majorité des membres de "la société, celle-ci se divise nécessairement en classes. A côté de cette grande majorité, exclusivement vouée à la corvée du travail, il se forme une classe libérée du travail directement productif, qui se charge des affaires communes de la société : direction du travail, affaires politiques, justice, science, beaux-arts, etc. C'est donc la loi de la division du travail qui est à "la base de la division en classes. (...) Mais si, d'après cela, la division en classes a une "certaine légitimité historique, elle ne l'a pourtant que pour un temps donné, pour des conditions sociales données. Elle se fondait sur l'insuffisance de la production ; elle fiera balayée "par le plein déploiement des forces productives modernes._ (...) La possibilité d'assurer, au "moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois, mais ELLE "EXISTE." (Engels dans "Socialisme scientifique et socialisme utopique". Souligné par nous.)

Pour aboutir au communisme, la suppression des classes, il faut disait Marx : "La suppression de tout les rapports de production sur lesquels elles reposent, la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui correspondent à ces relations sociales.» Et Marx a caractérisé justement très précisément la phase supérieure de la société communiste comme la fin de "l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital..."

C'est en se basant sur ces principes que la Révolution Culturelle en Chine a mis en avant le lien entre "promouvoir la production et faire la révolution". L'accroissement des forces productives n'a pas pour premier but l'enrichissement, mais de permettre de libérer l'homme des tâches harassantes, de répartir le travail qui reste nécessaire "sur tous les membres de la société sans exception, et par là, de limiter le temps de travail de chacun, de façon qu'il reste à tous suffisamment de temps libre pour prendre part aux affaires générales de la société - théoriques autant que pratiques" suivant la formulation d'Engels dans l'Anti-Dühring, qui ajoute que ce n'est qu'alors que "toute classe dominante et exploiteuse est devenue superflue".

D'où l'importance de mesures visant à réduire l'écart entre manuels et intellectuels, comme la révolution dans l'enseignement et la culture, la participation des cadres au travail de "production, des ouvriers à la gestion. Mesures pour que non seulement les intellectuels fassent corps avec les ouvriers, mais pour que la façon même de produire change de telle sorte que le travail de chacun soit réellement "enrichi" (suivant le mot des capitalistes eux-mêmes). Car la division sociale du travail n'est pas, comme le prétend la bourgeoisie, vouée à se perpétuer sans fin pour des raisons purement "techniques", "d'efficacité". Elle est liée au mode de production qu'a engendré le capitalisme dans le but de discipliner, rabaisser, encadrer la classe ouvrière. Déposséder l'ouvrier de toute connaissance, parcelliser son travail, c'est le réduire au rôle de rouage standard, sans valeur particulière parce qu'interchangeable; c'est pouvoir chronométrer et contrôler ses gestes, fixer des normes; c'est lui faire croire que la science et la technique sont vraiment séparés de la production et lui sont à jamais inaccessibles, littéralement un "Deus ex machina" dirigeant des forces qui apparaissent au producteur comme étrangères et contre lui.

Au fond les communistes ne font ici que rappeler que le principal facteur dans les forces productives, c'est l'homme. C'est lui qui crée, utilise et perfectionne les moyens de production. Le capitalisme a créé la division entre une masse d'exploités voués à exécuter les tâches décidées par les "puissances intellectuelles" qui se sont arrogées le monopole des connaissances. Le communisme veut rétablir l'unité chez l'homme entre la production (source de toute connaissance) et la science. Il veut créer des hommes nouveaux qui soient des travailleurs conscients. Faire que tous les hommes puissent libérer leur énergie créatrice, assurer "le développement multiple des individus" (Marx). Aucune autre voie ne peut permettre de développer de façon plus rapide et plus gigantesque les forces productives que de développer la force de travail de l'homme qui est manuelle et intellectuelle, et que le capitalisme a écrasé en mutilant des centaines de millions d'individus, en séparant "les bras et la tête".

Nous verrons, dans d'autres articles, que les réformistes français, P.C.F. en tête, nient, tout comme les révisionnistes chinois et russes, la nécessité de lutter contre la division sociale du travail et portent aux nues "la" science et "les experts", dont ils minimisent toutes les contradictions avec la classe ouvrière. En France la révolution prolétarienne n'aura pas trop de mal à établir la propriété collective, tant le capitalisme y a déjà socialisé la production, concentré les appareils. Les banques, les monopoles, les trusts constituent des entreprises dont la nationalisation fera alors passer immédiatement aux mains de l'Etat prolétarien l'essentiel de l'économie. Par contre la division sociale du travail y a été poussée à un point extrême, créant des millions de prolétaires dépossédés de toute qualification, réduit à répéter sur la chaîne des milliers de fois le même geste quotidien. Déqualification entraînant un tel désintérêt au travail que les capitalistes eux-mêmes parlent "d'enrichir les tâches" (voir P.L.P. n° 21). Cela pose justement que la révolution socialiste en France aura surtout comme problème, dans la question de la transformation des rapports de production, celui de cette division sociale du travail et de la transformation de toutes les méthodes de production.

C'est ce problème qu'évident les révisionnistes. C'est ce problème que la Révolution Culturelle a commencé à traiter, d'où l'enthousiasme qu'elle a soulevé (quelle que soit par ailleurs la façon erronée dont elle a le plus souvent été présentée). Le mouvement révolutionnaire du prolétariat de France nous permettra certainement de trouver les moyens, les solutions pour aller encore plus loin (ce qu'il est impossible d'inventer par avance).

Mao disait à juste titre : "eux qui ne prêtent pas attention à l'idéologie et à la politique et qui s'occupent uniquement toute la journée de leur travail deviendront des économistes ou des techniciens qui auront perdu le sens de l'orientation. C'est très dangereux. Le travail politique et idéologique sont la garantie de l'accomplissement du travail économique et technique. L'idéologie et la politique jouent le rôle de chef suprême..." (Mao Tsé Toung et la construction du socialisme. Ed. Seuil p. 19)

Et pour qu'ils jouent ce rôle, il faut que l'idéologie et la politique du prolétariat soient au poste de commande dans toute la superstructure. C'est pourquoi nous devons prochainement compléter cet article par un autre sur la révolution dans la superstructure comme condition de la révolution dans l'infrastructure.

Charles Paveigne - Patrick Morvan

